REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Gers

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

Elections législatives du 23 Novembre 1958

Français, Françaises,

Vice-Président du Rassemblement Paysan, je considère que l'agriculture, première activité du pays, doit avoir aussi, pour le bien général, la première place. Nous sommes, sur ce point capital, avec les dirigeants du néo-système, dans l'inquiétude la plus complète.

Sur tous les plans : politiques, économiques, sociaux, culturels, on continue à faire de l'agriculture une vassale, avant de l'immoler à jamais sur l'autel du Marché Commun.

Plus que jamais nous avons à lutter ; non seulement pour une économie agricole libre et équilibrée, mais aussi pour la sauvegarde de la propriété individuelle et du patrimoine familial, menacés par une étatisation dont les seuls collectivistes n'ont plus le monopole, mais dont une forte quantité de gens bien pensants aux étiquettes variées se font souvent inconsciemment les meilleurs zélateurs.

Notre région est au point de vue agricole aussi touchée que les autres régions de France. Et il ne faut pas croire, malgré les vagues promesses passées qu'une petite région peut réaliser elle-même sa prospérité, si un gouvernement refuse de pratiquer une véritable politique agricole.

Tout ce qui a été fait et tout ce qui vient encore d'être fait, à propos du blé, de la viande, du vin, de la volaille, relève de la plus grande incohérence.

L'Armagnac, pays à vocation essentiellement viticole, doit finir par avoir la liberté complète de planter. Le vigneron ne doit pas être limité, brimé, par de multiples moyens administratifs ou fiscaux. Il connaît son métier, il connaît son pays ; qu'on le laisse produire. Son labeur, sa technique et le terroir feront plus que tous les plans pour obtenir quantité et qualité.

Il est en outre paradoxal de savoir que notre eau-de-vie d'armagnac n'a pas d'égale par sa saveur et qu'elle tend à disparaître, parce que sa production n'est pas rentable. Tout a été dit sur ce problème et toutes les solutions envisagées ! Les meilleures volontés s'y rebutent. Cependant il y a des réalités que rien ne détruira : l'armagnac en est une.

Le système a détruit toutes les valeurs françaises.

Il ne faut pas s'étonner qu'il néglige celle-là.

La solution se trouve dans une action professionnelle virile, soutenue au Parlement par des amis qui

voudront et sauront résoudre le problème, s'ils sont eux-mêmes convaincus et dévoués.

Pour faire échec à la socialisation, à la bureaucratie envahissante, à une politique ruineuse pour tous ceux qui travaillent.

Pour sauver, avec notre patrimoine, nos libertés familiales et professionnelles : il faut réaliser l'UNION DES BRAVES GENS CONTRE LES POLITICIENS.

Vu le candidat.

Robert LARRIEU

Vice-président national du Rassemblement paysan
Agriculteur exploitant

Candidat de « Défense des Libertés »
présenté par Pierre POUJADE

Remplaçant éventuel :

André BILLIERES

Commerçant à Miradoux

LES PRESSES RAPIDES 49, rue Emile-Zola, Limoges.